

Synthèse commune de l'INRA et de la Confédération paysanne

Valentin Beauval¹, Pierre Gasselin², Guy Kastler³ et Jean-Marc Meynard⁴

¹ Confédération paysanne, GAEC de Varanne, Louresse, 49700 Doué-la-Fontaine ; valentin.beauval@wanadoo.fr

² INRA SAD / UMR Innovation, 2 place Viala, 34060 Montpellier Cedex 1 ; gasselin@ensam.inra.fr

³ Confédération paysanne, Le Sieure, 34210 La Caunette ; guy.kastler@wanadoo.fr

⁴ UMR d'Agronomie INRA – INA-PG, 78850 Thiverval-Grignon , meynard@grignon.inra.fr

Rédigée conjointement par l'INRA et la Confédération paysanne, cette synthèse présente trois conclusions importantes du séminaire intitulé « Quelles variétés et semences pour des agricultures paysannes durables ? » qui a réuni 52 chercheurs et 56 paysans entre le 11 et le 13 mai 2005.

Les deux institutions co-organisatrices du séminaire soulignent en premier lieu leur consensus sur l'intérêt du thème et leur volonté commune de prolonger et de développer la réflexion et les travaux engagés. Ce séminaire a permis de formuler des propositions sur la manière de mieux interagir. Grâce à la richesse des échanges et débats, il a conduit à l'identification de questions d'intérêt commun.

1. Propositions pour intensifier les collaborations entre chercheurs et paysans

Les séances de travail, les pauses et les repas partagés ont favorisé une meilleure connaissance réciproque entre les participants. Les échanges ont favorisé **une meilleure appréhension de la complémentarité de nos savoirs**. Un des facteurs de réussite du séminaire réside dans la reconnaissance du rôle des paysans structurés en réseaux ou en groupes d'auto-développement¹ dans la production de connaissances de natures diverses, lesquelles peuvent être établies et validées de manière différente des canons académiques de la recherche institutionnelle.

Ces réflexions collectives se sont nourries de diverses expériences des paysans et des chercheurs de différentes institutions, sur des situations françaises, mais aussi suisse et brésilienne. Ainsi, le séminaire a permis de transformer l'interpellation de certains : « L'INRA ne fait rien sur... » en une demande d'information : « Que fait l'INRA sur... ? », pour en arriver à une ouverture selon laquelle « On pourrait travailler ensemble sur... ». De l'ensemble des débats naissent des propositions sur la manière de mieux interagir.

L'INRA et la Confédération paysanne s'accordent sur le diagnostic que les chercheurs sont moins présents au contact des agriculteurs qu'ils ne l'étaient 30 années auparavant. « Les chercheurs ne viennent pas voir nos champs. » « L'INRA devrait être plus à l'écoute des innovations paysannes. » Au-delà du constat partagé, dont l'analyse est complexe, une question centrale est de savoir comment s'organiser pour amener davantage de chercheurs à s'intéresser aux initiatives, aux innovations et aux problématiques des paysans.

Certains chercheurs, dont la majorité des participants à ce séminaire, sont convaincus de l'intérêt d'établir un partenariat durable avec des paysans structurés en réseaux et posant des questions répondant à l'intérêt collectif.

D'autres chercheurs peuvent trouver un intérêt, à un moment donné de leur recherche, à contribuer à répondre aux questions posées par des groupes de paysans.

¹ Les CETA (Centres d'études techniques agricoles), GVA (Groupes de vulgarisation agricole), CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le Milieu rural) et autres groupes d'auto-développement ont, depuis une soixantaine d'années, très largement contribué à la production de connaissances pour l'action, à la mise en œuvre de nouvelles pratiques et, ainsi, au spectaculaire développement de l'agriculture française. Ces groupes de paysans ont souvent établi des partenariats avec des chercheurs de l'INRA ou d'instituts techniques.

La voie institutionnelle sera incontournable pour organiser l'implication d'un plus grand nombre de chercheurs, en s'appuyant notamment sur la Convention INRA-Confédération paysanne et son Comité de liaison, ou des séminaires du type de celui-ci. Cependant, il est indispensable de favoriser les interactions directes entre les chercheurs et les réseaux paysans. Un travail doit donc être conduit de part et d'autre pour aider ces partenariats potentiels à s'identifier et à s'établir. Ainsi, des correspondants de l'Institut pourraient recevoir les questions et, ensuite, identifier en son sein les interlocuteurs susceptibles de participer à l'approfondissement ou à l'instruction de ces questions. Dans certains cas, il conviendra également d'accompagner le passage de la question des paysans organisés en réseau à une question scientifique². Cette **question devra dans tous les cas être co-construite** ainsi que les modalités du partenariat qui, selon les sujets, peut être plus ou moins intense et revêtir des formes différentes. Rappelons enfin qu'il serait souhaitable, pour améliorer l'interaction entre les chercheurs et les paysans, d'impliquer chaque fois que possible les instituts techniques.

La deuxième proposition pour mieux interagir concerne la diffusion des travaux des chercheurs vers les paysans, indéniablement insuffisante. « Certains travaux ne sont pas assez connus, pas assez diffusés », a-t-on entendu.

Le séminaire a permis d'identifier des sujets sur lesquels les paysans ont une demande alors que l'INRA (ou d'autres institutions de recherche) y a déjà (au moins en partie) répondu. Pour ce faire, plusieurs voies doivent être combinées :

- la rédaction, par les chercheurs, d'articles qui répondent au besoin des groupes de paysans. Bien que cette pratique soit fréquente, les supports de publication sont mal ciblés ou de diffusion restreinte. Une information sur la parution des articles devrait être faite à des journaux de veille tel *Transrural Initiatives*³ ; la publication en français de travaux publiés uniquement en anglais devrait être plus systématique ;
- la constitution d'un système de documentation paysanne adapté aux besoins des groupes de paysans, besoins que les chercheurs ne pourront pas toujours identifier même avec un dialogue intense.

La recherche conjointe de financements sur des sujets d'intérêts communs est une autre façon de conforter les collaborations entre chercheurs et paysans, par exemple en répondant à des appels à projets de l'Union européenne, des collectivités territoriales ou de programmes soutenus par l'Agence nationale de la recherche (ANR) comme le programme « Agriculture et Développement Durable ». La possibilité, récente, d'associer dans certains projets des acteurs professionnels organisés comme partenaires directs de la recherche, tels les syndicats ou les associations, doit être maintenue et élargie à l'ensemble des sources de financement de la recherche.

Enfin, cette synthèse permet de rappeler que l'INRA s'engage à mettre ses ressources génétiques à disposition des groupes et des réseaux paysans.

2. Les questions d'intérêt commun

Potentiellement très nombreuses, la liste de questions d'intérêt commun présentée dans cette synthèse ne prétend pas à l'exhaustivité. Elle ne traduit pas non plus l'engagement de l'INRA à développer des recherches sur l'ensemble de ces thématiques, mais à les mettre en débat et à les examiner au sein de l'Institut. De fait, ces actes du séminaire constituent un instrument de débat, au même titre que le *Dossier de l'Environnement de l'INRA* (n° 24) sur la désintensification de l'agriculture, qui a fait suite au séminaire du même nom tenu fin 2002.

Une des premières questions d'intérêt commun est l'invention, ensemble, d'une « autre stratégie d'innovation », pour reprendre les termes de Christophe Bonneuil. Il s'agit là de reconnaître et

² Les questions posées par les paysans sont rarement formulées de manière scientifique avec des objectifs de production de connaissances, lesquelles constituent l'aspect essentiel du métier de chercheur. En fait, comme l'analysent des chercheurs en sciences sociales tels Olivier de Sardan, Jean-Pierre Darré ou Claire Ruault, il existe deux formes de connaissance, celle des praticiens et celle des scientifiques. À l'attention de techniciens travaillant avec des groupes de paysans, Claire Ruault formule ainsi cette problématique : « Dans une perspective d'aide à la production de connaissances pour l'action, il s'agit de savoir comment des connaissances scientifiques peuvent être mobilisées dans le cours d'un raisonnement pratique, comme permettant à un moment donné de faire évoluer les questions que l'on se pose ou le type de réponse que l'on souhaite y apporter » - CNEARC-GERDAL – Master « Agent de développement Rural » – novembre 2005.

³ Transrural Initiatives : www.transrural-initiatives.org/

d'accompagner « l'innovation par l'usage », de « **capter l'innovation des usagers** », ce qui peut revêtir des formes très diverses en termes de partenariat.

Une première approche consistera à donner corps à l'annonce faite par l'INRA (*cf.* article de Marianne Lefort, p. 57) de renforcer l'appui méthodologique aux initiatives locales, aux groupes de paysans et aux filières, en matière de sélection. L'INRA abandonne ou n'initiera pas la sélection d'un certain nombre d'espèces mais s'engage à un appui méthodologique auprès de structures qui apparaîtront organisées et guidées par des projets.

Une autre démarche sera d'explorer ensemble et d'analyser la diversité des dispositifs de sélection participative, au Nord comme au Sud. Plusieurs chercheurs de l'INRA, des départements Génétique et amélioration des plantes (GAP) et Sciences pour l'action et le développement (SAD) sont déjà engagés sur ce volet, cher à la Confédération paysanne.

Ces analyses et ces démarches s'attacheront à intégrer les dimensions sociales, économiques, territoriales et écologiques, sans se restreindre aux dimensions génétiques et agronomiques de la sélection, comme l'illustre l'expérience brésilienne rapportée par Altair Machado.

La deuxième question d'intérêt commun, identifiée au cours de ce séminaire, est de **consolider les recherches sur l'accroissement de la biodiversité au sein de la parcelle**, que les voies soient celles des associations variétales ou interspécifiques, des populations ou autres. Cette exploration suppose de s'intéresser aux processus biologiques à l'œuvre, à l'insertion de ces populations ou associations dans le système de culture, mais également aux aspects économiques et sociaux de leur usage. L'objectif sera alors double :

- progresser sur la construction, la conduite, l'usage et l'évaluation des associations et des populations ;
- proposer une analyse critique et constructive de la manière d'évaluer la DHS (distinction, homogénéité, stabilité), en particulier en relation avec la spécificité des populations.

Une autre question d'intérêt commun exprimée dans les exposés, les débats et les synthèses des carrefours, est l'analyse des **formes** et du **fonctionnement des échanges non marchands en semences**. On s'attachera ainsi à traduire en question scientifique la diversité des conceptions de l'échange de semences, depuis l'échange marchand jusqu'à l'échange envisagé comme un don en passant par l'échange dans le cadre d'une gestion dynamique et collective de la biodiversité cultivée.

Une meilleure compréhension de la « *tragédie des petits lots* » apparaît comme une autre ambition partagée. L'expression, régulièrement reprise par l'assemblée des participants au séminaire après l'exposé de Stéphane Lemarié, suppose de répondre notamment aux questions suivantes : à quelles conditions est-il économiquement intéressant de sélectionner par « petits lots » ? Quel acteur a intérêt à s'engager dans la sélection des « petits lots » et quelles formes de soutien à ce type d'initiative ?

Le séminaire a été l'occasion de réitérer un accord général, antérieur au séminaire, sur l'importance de **renforcer les approches au niveau des exploitations et des territoires**, dans la mesure où la parcelle est souvent trop réductrice pour de nombreuses questions essentielles. De fait, l'INRA évolue très largement dans ce sens.

L'INRA et la Confédération paysanne s'accordent sur l'intérêt de porter une attention particulière et renouvelée sur les **légumineuses** étant donné leur importance dans les systèmes de culture durables, le déficit de l'Union européenne dans le domaine des aliments riches en protéines pour l'élevage et le déséquilibre de l'effort de recherche national et international dans ce domaine. Accroître l'investissement en recherches sur les légumineuses impliquera notamment un effort de sélection sur des objectifs particuliers et des recherches sur leur insertion dans les systèmes de cultures et les associations.

Un consensus existe également sur la nécessité et le souhait de participer ensemble à la définition de critères de sélection importants pour les agricultures paysannes durables. Cette analyse des critères doit permettre de préciser les questions de recherche pertinentes, en particulier en génétique, physiologie et en agronomie, ainsi que les cibles d'innovations retenues à l'INRA. Ainsi, la stratégie du département Génétique et amélioration des plantes (GAP) de l'INRA se fonde sur le choix raisonné de cibles d'amélioration d'un intérêt méthodologique. Les questions posées dans ce séminaire ont des intérêts méthodologiques importants, notamment les variétés pour des systèmes à bas intrants ou pour

l'agriculture biologique, les spécificités de la sélection des populations, la sélection pour la valeur nutritionnelle des produits récoltés, etc.

Enfin, l'INRA et la Confédération paysanne s'accordent sur l'importance de contribuer à **faire évoluer les critères et les méthodes d'évaluation VAT et DHS** avec, en particulier, une meilleure valorisation des données disponibles et de nouveaux critères d'évaluation ■